

COMMENT LES POLONAISES ONT RÉ

Plus de 150 000 Polonaises, sorties en masse dans les rues, en octobre dernier, pour protester contre un projet de loi d'interdiction totale et de criminalisation de l'IVG, ont fait reculer le pouvoir catholique conservateur du PiS. Mais celui-là n'a pas renoncé à son combat "provie". Les femmes ont réussi à ranimer le débat démocratique.

PAR ANNE DASTAKIAN, ENVOYÉE SPÉCIALE À LODZ ET À VARSOVIE

Les caméras du monde entier ont capturé les images du « lundi noir », le 3 octobre dernier, à Varsovie, qui a rassemblé des dizaines de milliers de femmes (et d'hommes, venus témoigner leur solidarité), vêtues de couleurs sombres, égayées de parapluies et de ballons colorés : « *Nous existons. Nous pensons. Nous décidons !* »

« *Nous sommes au XXI^e siècle. Pas au Moyen Âge !* », « *Nous voulons des docteurs, pas des missionnaires !* », « *Un gouvernement n'est pas comme une grossesse. Il peut être interrompu !* » clamaient leurs pancartes, traduisant leur exaspération quant à la possible rupture du compromis déjà très sévère qui régit la Pologne, depuis 1993, sur la question de l'IVG.

« *C'était une formidable énergie citoyenne, qui a impressionné le pouvoir. Cela a touché toutes les couches de la société. Même ma femme de ménage m'a demandé sa journée pour aller défilé !* s'enthousiasme l'écrivaine octogénaire Hanna Krall, légende, avec Ryszard Kapuscinski, de la fameuse école du reportage polonais. *Les femmes en Pologne sont très attachées aux valeurs traditionnelles, mais elles aiment décider par elles-mêmes*

"NOUS SOMMES AU XXI^e SIÈCLE. PAS AU MOYEN ÂGE !"
Voilà, entre autres, ce que l'on pouvait lire sur les pancartes à Lodz où, le 2 octobre, 9 000 femmes vêtues de noir ont manifesté leur opposition à la proposition de bannir totalement l'avortement dans un pays à la législation déjà parmi les plus restrictives en Europe.

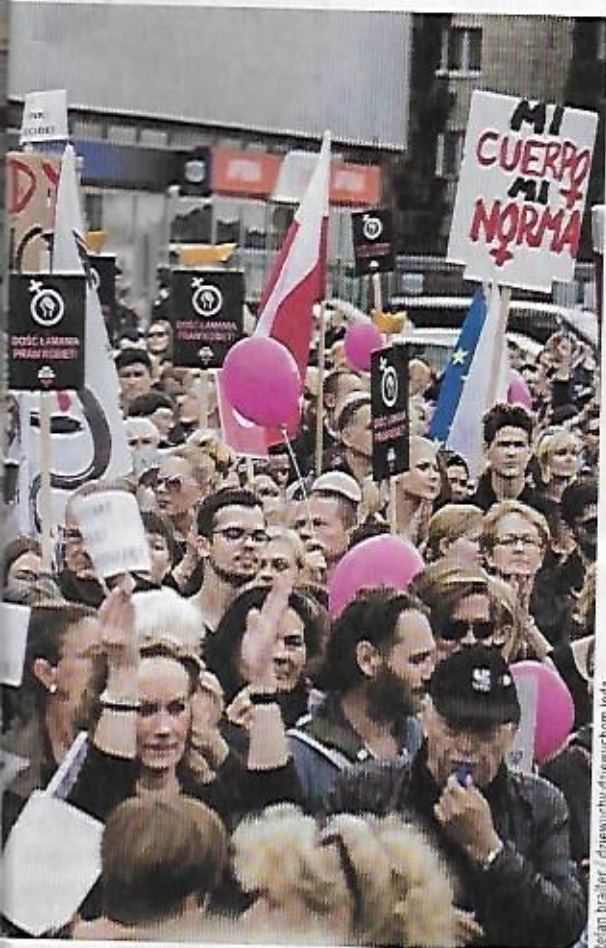


et ont une longue tradition de lutte. Elles ont participé à tous les mouvements révolutionnaires, aux insurrections de la Seconde Guerre mondiale, puis à Solidarnosc et aux grèves. Sous l'occupation allemande, elles ont pris sur elles toute la difficulté de la survie et ce sont elles qui prenaient l'initiative de cacher les enfants juifs. »

Kat, Agnieszka, Gosia et Alexandra sont aussi déterminées que leurs aînées. L'une est biochimiste, l'autre ingénieur, la troisième informaticienne. Ces trentenaires, cofondatrices, au printemps dernier, du groupe féministe sur Facebook DziewuchyDziewuchom (« Les filles aux filles »), à Lodz, une ville de

770 000 âmes à 150 km au sud-ouest de Varsovie, y ont organisé la « protestation noire ». « *L'offensive des autorités contre nos droits ne nous a pas laissé le choix.* » Le résultat a dépassé leurs plus folles espérances : 9 000 femmes ont défilé sur les Champs-Élysées locaux, la rue Piotrkowska. Parmi elles, beaucoup de femmes âgées, anciennes ouvrières textiles. « *A Lodz, à l'époque communiste, il y avait sans doute le plus haut taux d'IVG du pays* », explique la chercheuse Marta Medejska, auteur d'une étude sur le sujet. « *Certaines, bien que très croyantes, pensent que la question de l'IVG doit rester une affaire privée* », poursuit-elle. Le 3 octobre, l'archevêque de Lodz,

VEILLÉ LA POLOGNE



Stefan Brähler - darenuchy - darenuchy - lodz

en première ligne, avait elle aussi marqué les esprits. Mais, face aux ouvriers de Gdansk, les femmes de Lodz n'ont guère pesé. L'industrie textile héritée du XIX^e a survécu jusqu'à la chute du communisme. Puis, en quelques années, 100 000 des 700 000 habitants de Lodz se sont retrouvés au chômage, et des quartiers entiers ont sombré dans la pauvreté, raconte la sociologue du travail Izabela Desperak. « *Beaucoup de femmes se sont mises à coudre chez elles ou dans de petits ateliers, gagnant à Lodz le surnom de "Bangladesh d'Europe". Ou se sont reconverties en femmes de ménage. Puis, en 2004, l'année de notre adhésion à l'UE, on leur a proposé des jobs dans le sex-business, ce qui dure jusqu'à aujourd'hui.* »

Eprouvées physiquement par une vie de labeur difficile, ces femmes, qui aident souvent leurs enfants diplômés mais chômeurs avec leur maigre retraite, ont parfois voté pour le PiS pour des raisons sociales. Le gouvernement a en effet introduit la gratuité des médicaments pour les personnes âgées, une prime de 500 zlotys (125 €) mensuels dès le deuxième enfant, et promet d'avancer l'âge de la retraite à 60 ans. Pour encourager les femmes à garder leur enfant, une allocation unique de 4 000 zlotys (1 000 €) est attribuée à toute mère mettant au monde un enfant handicapé ou souffrant d'une maladie incurable.

**"LES FEMMES EN POLOGNE
AIMENT DÉCIDER PAR ELLES-MÊMES
ET ONT UNE LONGUE TRADITION
DE LUTTE." HANNA KRALL**

Car, loin d'avoir renoncé, le président du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a annoncé, le 12 octobre, que son parti souhaitait toujours limiter l'accès à l'avortement, « *même lorsque l'enfant est condamné à mort [afin] qu'il puisse être baptisé* ». Pourquoi cet acharnement à durcir la loi de 1993, déjà fort restrictive, puisqu'elle n'autorise l'IVG qu'en cas de viol ou d'inceste, de risque pour la vie de la mère ou de grave pathologie chez l'enfant, alors que 74% des Polonais sont favorables au compromis existant ?

QUESTION DE DÉMOGRAPHIE

Le calcul est simple, selon Krzysztof Golebiowski, journaliste à l'agence de presse catholique KAI : entre 1956, date de la libéralisation totale du droit à l'IVG, jusqu'à 1993, « *on a perdu au moins 100 000 naissances par an. Sans cela, on aurait aujourd'hui 50 millions de Polonais (contre 38,5) et notre position serait bien plus forte face à la Russie !* »

Les filles de Lodz ont adressé aux parlementaires une liste de 11 questions « citoyennes » sur cette loi insolite. Pourquoi l'avoir adoptée ? « *Je pense que cette discussion est artificielle, car la plupart des handicaps apparaissent après la naissance* », tranche Katarzyna Roszkowska, elle-même activiste et mère d'un enfant handicapé, qui espère beaucoup de la nouvelle Commission pour le handicap que le gouvernement vient de nommer. Reste que le tropisme social du PiS est pour le moins sélectif, à en juger par les déclarations du nouveau ministre pour la Société civile et l'Égalité des droits, Wojciech Kaczmarczyk, contre « *les militants athées et les enthousiastes de la révolution sexuelle s'appropriant le principe de l'égalité* ». Entré en guerre ouverte contre les ONG qu'il juge malpensantes, le gouvernement les a >



➤ privées de financements dès cette année, au profit d'organisations catholiques comme Caritas. Fin novembre, la Première ministre, Beata Szydlo, annonçait la création d'un « Centre national de développement de la société civile », chargé de répartir les fonds publics destinés aux ONG. « Des milliards de zlotys vont à des fondations subordonnées aux politiques du précédent gouvernement. La situation doit être remise en ordre », a-t-elle déclaré. Les femmes battues apprécieront.



matteograti (2)

OMNIPRÉSENCE DE LA RELIGION

Logé dans des locaux plutôt vétustes et exigus au centre de Varsovie, le Centre des droits des femmes, fondé voici vingt-deux ans par Urszula Nowakowska, fournit assistance et conseils juridiques aux femmes victimes de violences domestiques, forme des policiers, et s'efforce, par des actions de prévention dans les établissements scolaires, de lutter contre ce fléau en faisant évoluer les mentalités sur ce sujet. Pour la première fois cette année, le centre s'est vu couper ses subventions sous prétexte qu'il « ne fournissait d'aide qu'aux femmes victimes de violences ».

TOUJOURS EN PREMIÈRE LIGNE

Les Polonaises n'hésitent jamais à descendre dans la rue, que ce soit pour protester contre la pénurie de produits alimentaires, lors d'une marche en juillet 1981 à Lodz (photo en noir et blanc), ou contre l'interdiction totale de l'avortement, à Varsovie, en octobre dernier (en h.).

et survit grâce au crowdfunding. Son péché ? C'est dans ces bureaux que l'ex-président Komorowski avait signé la Convention contre les violences domestiques du Conseil de l'Europe, et décoré Mme Nowakowska. Au grand dam du PiS et de l'épiscopat polonais, qui reproche au texte de « ne rien dire de la violence associée aux images médiatiques, à la pornographie, à l'avortement, à l'alcool et à la toxicomanie, mais de blâmer les valeurs fondamentales du mariage et de la famille ».

« Je pense que nous avons cessé d'être un Etat laïque », soupire Paulina Reiter, rédactrice en chef du

supplément féminin de *Gazeta Wyborcza*. Un an à peine après l'arrivée au pouvoir du PiS, « la religion est partout, à l'école et chez le docteur », autorisée par une nouvelle loi sur la clause de conscience à refuser l'IVG, la contraception, et à limiter l'accès à la fécondation in vitro. Pour Magdalena Sroda, professeur d'éthique à l'université de Varsovie et cofondatrice du Congrès des femmes, « les femmes sont notre unique espoir. Conscientes de gouverner dans la sphère privée, elles sont plus radicales que les hommes ». Mère de trois fils (« quatre, si l'on compte mon mari », ajoute-t-elle malicieusement), Joanna Scheuring-Wielgus, 44 ans, députée du parti libéral Nowoczesna d'opposition, arrivé deuxième aux élections, veut croire à la chute inexorable de ce régime « conduit par un leader fanatique, fermé à tout dialogue, qui veut créer un nouveau citoyen polonais ». Confiante dans « le grand sens de la liberté de ses concitoyens, qui ont repoussé ce projet barbare et scandaleux », elle croit fermement à l'avenir de la femme polonaise en politique, « pleine d'énergie et d'empathie, pour en finir avec les sempiternelles disputes ». ■ A.D.